

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 CARCASSONNE

CARCASSONNE, le 06/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



SA LAFARGEHOLCIM

Avenue d'Occitanie
11210 PORT LA NOUVELLE

Références : UID11/66-C3-2023-013
Code AIOT : 0006600253

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/07/2022 dans l'établissement SA LAFARGEHOLCIM implanté Pla de Guiraud lieu-dit : Vergeli Garrigue Haute 11210 PORT LA NOUVELLE. L'inspection a été annoncée le 18/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SA LAFARGEHOLCIM
- Pla de Guiraud lieu-dit : Vergeli Garrigue Haute 11210 PORT LA NOUVELLE
- Code AIOT : 0006600253
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Port-La-Nouvelle est autorisée depuis 1974. Les matériaux issus de cette carrière sont en majorité utilisés pour alimenter la cimenterie LAFARGE-HOLCIM située à Port-La-Nouvelle. Une partie sert également à alimenter le chantier d'extension du port de Port-La-Nouvelle. Les installations de traitement sont constituées d'un concasseur primaire déplaçable, utilisé à poste fixe, ainsi qu'un silo tampon avec la cimenterie, les transferts entre les diverses installations sont faits par des convoyeurs à bande.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- plan de gestion des déchets
- vibrations
- surveillance des retombées de poussières

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	plan de surveillance des émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	station de mesure	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	suivi des retombées atmosphériques totales	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
14	Front d'abattage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Signalisations, accès, zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 06/03/2000, article 1.9.1.2	/	Sans objet
3	Contenu minimal de la documentation	Arrêté Préfectoral du 06/03/2000, article 2.2.6	/	Sans objet
4	Limitation des émissions et envois de poussières	AP Complémentaire du 04/11/2011, article 4	/	Sans objet
8	station météorologique	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.8	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	bilan annuel des mesures réalisées	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9	/	Sans objet
10	vibrations	AP Complémentaire du 04/11/2011, article 5	/	Sans objet
11	Mesures du niveau d'alerte et alerte renforcé	Arrêté Préfectoral du 19/06/2021, article 8	/	Sans objet
12	Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
13	Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
1	classement des installations	AP Complémentaire du 22/01/2019, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, l'absence de mesures pour certaines jauges de retombées de poussières conduit l'inspection des installations classées à proposer de mettre en demeure l'exploitant de mettre en conformité son dispositif de surveillance.

Enfin, quelques autres constats effectués lors de l'inspection sont susceptibles de suites, et nécessitent des précisions ou compléments préalables de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : classement des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/01/2019, article 1
Thème(s) : Situation administrative, classement des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'article 2 « classement des installations » de l'arrêté préfectoral n° 2011-208-0014 en date du 4 novembre 2011 prescrivant des mesures complémentaires à la Société LAFARGE HOLCIM est modifié comme suit :</p> <p>2510-1 : 1. Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6, La production maximale est de 1 700 000 t/an. Régime A</p> <p>2515 : Installation de broyage concassage criblage de matériaux minéraux. La puissance des machines est portée à 1088 kW. Critère : > 200 kW. Régime E</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a déclaré avoir dépassé le tonnage maximal en 2021 avec une production totale de 1 776 000 tonnes (soit un dépassement de 4,5%) mais il ne prévoit pas de dépassement en 2022. Le dépassement de 2021 était lié à la demande du projet d'extension du port de Port-la-Nouvelle.</p> <p>L'exploitant a pour projet de remplacer un concasseur ce qui pourrait conduire à une augmentation de la puissance électrique des machines.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Signalisations, accès, zones dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2000, article 1.9.1.2
Thème(s) : Autre, Clotures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.</p> <p>L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées</p>
<p>Constats : La partie inspectée de la clôture était en bon état.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il vérifiait toute la clôture chaque année. La clôture est régulièrement vandalisée, ce qui a conduit l'exploitant à faire un constat d'huissier.</p> <p>Lors de l'inspection, des palettes abandonnées étaient toujours présentes au sud-ouest de la carrière.</p> <p>Il est demandé d'évacuer tous les déchets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contenu minimal de la documentation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2000, article 2.2.6
Thème(s) : Autre, plans d'exploitation et de réhabilitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] les plans d'exploitation et de réhabilitation d'échelle adaptés à la superficie de la carrière sur lesquels sont reportés : * les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; * les bords de la fouille ; * les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; * les zones remises en état ; * la position des ouvrages à protéger et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué "7" en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. [...]
Constats : Le plan d'exploitation présenté lors de l'inspection datait du 14/12/2021 et comportait les informations réglementaires demandées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Limitation des émissions et envols de poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/11/2011, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des émissions et envols de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le stockage des produits en vrac doit être réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. À défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception, de la construction (implantation en fonction du vent) que de l'exploitation doivent être mises en oeuvre. Par temps sec et lorsque les stockages de matériaux se font à l'air libre, il convient de procéder à une analyse des risques d'envol de poussières et de prévoir des mesures compensatoires telles que l'humidification des stockages ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols. Le concasseur primaire et les jetées du transporteur sortie concasseur seront équipés d'un système d'abattage des poussières par eau pulvérisée. Les engins de foration seront munis de système de captation de poussières efficace et maintenu dans un bon état de service. Des points d'alimentation en eau doivent être prévus à cette fin, notamment au sein du carreau de carrière. L'exploitation sera dotée d'une citerne mobile pour l'arrosage des pistes et voies de circulation.
Constats : Il a été constaté un stockage des matériaux en silos fermés et un autre stockage en tas sur le carreau pour le brut d'abatage. Toutes les bandes convoyeuses qui ont été inspectées sont capotées. L'exploitant a indiqué que les pistes sont arrosées par une arroseuse gérée par la société LAVOYE qui s'approvisionne dans le bassin de la carrière de schiste. L'installation dispose d'un compteur d'eau afin de mesurer la quantité d'eau potable utilisée pour l'abatage des poussières générées par les concasseurs. La consommation d'eau était de 1121 m ³ jusqu'à fin juillet d'après le relevé réalisé par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : plan de surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5
Thème(s) : Risques chroniques, plan de surveillance des émissions de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : L'exploitant a présenté un document de la société Atmo Occitanie indiquant les conditions météorologiques du site et la localisation des stations de mesures. Il manque la description des zones d'émission de poussières, leur importance respective et l'explication aboutissant au choix de la localisation des stations de mesure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : station de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6
Thème(s) : Risques chroniques, station de mesure
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de surveillance comprend : <ul style="list-style-type: none">- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). <p>Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.</p> <p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.</p> <p>Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.</p>
Constats : D'après le document transmis par l'exploitant, l'installation dispose d'une station de mesure témoin à l'ouest de la carrière, 2 stations de type (b) et 2 stations de type (c). En 2021, d'après le rapport rédigé par Atmo Occitanie, 2 jauges ont été utilisées moins de la moitié des campagnes de mesures. De plus, le rapport pour le 1er trimestre 2022 indique l'absence de mesure pour une jauge. Ce constat avait été relevé par l'inspection des installations classées lors de l'inspection du 09/12/2020. Il avait déjà été demandé de corriger ce problème afin que les campagnes prennent en compte toutes les stations de mesure, systématiquement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : suivi des retombées atmosphériques totales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, suivi des retombées atmosphériques totales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p> <p>Constats : Le rapport 2021 rédigé par la société ATMO Occitanie ne mentionne pas de dépassement pour les 2 stations de type (b). La campagne de mesure pour l'année 2022, période n° 1 indique un dépassement sur une des jauges de type (b), avec une retombée totale = 575 mg/m²/jour. L'exploitant a expliqué ce dépassement par le fait que la jauge a dû être déplacée et placée trop proche du convoyeur reliant la cimenterie à la carrière. L'exploitant avait eu plusieurs problèmes avec cette jauge (disparition, etc) lors des campagnes précédentes.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : station météorologique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.8
Thème(s) : Risques chroniques, station météorologique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les installations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa du paragraphe 19.5 du présent arrêté, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum.</p> <p>La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.</p> <p>Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.</p> <p>Constats : D'après le rapport annuel 2021 rédigé par Atmo Occitanie, il est indiqué que les données météorologiques permettant d'interpréter les mesures de retombées de poussières sont issues d'un point d'observation virtuelle fourni par Météo France.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : bilan annuel des mesures réalisées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9
Thème(s) : Risques chroniques, bilan annuel des mesures réalisées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.
Constats : L'exploitant a transmis le rapport annuel 2021 rédigé par Atmo Occitanie qui reprend les valeurs mesurées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : vibrations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/11/2011, article 5
Thème(s) : Autre, tirs de mines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] ARTICLE 6.2 VIBRATIONS Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. [...] On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments. Le respect des valeurs ci-dessus est vérifié au moins une fois par an sur des tirs de mines réels représentatifs des tirs normaux effectués en carrière. En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation. ARTICLE 6.3 MESURES DES VITESSES PARTICULAIRES Pour chaque tir de mine un plan de tir sera établi et fera paraître : la zone de tir repérée par ses coordonnées, le nombre et la position des trous de mines, le numéro des détonateurs utilisés ou les dates de départ en cas d'utilisation de tir séquentiel on non électrique, la charge des trous, la charge unitaire instantanée. [...]</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis la feuille résumé qui indique les vibrations sur les 3 axes pour le tir du 07/01/2022. Les valeurs indiquées sont inférieures au seuil réglementaire. L'exploitant a indiqué que les vibrations étaient mesurées pour la majorité des tirs et qu'un sismographe était installé au niveau d'une habitation située à environ 1 km de la carrière. Le plan de tir du 07/01/2022 mentionne les informations demandées par l'arrêté ministériel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Mesures du niveau d'alerte et alerte renforcé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Cadre du 19/06/2021, article 8
Thème(s) : Autre, Mesures du niveau d'alerte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Mesures du niveau d'alerte et alerte renforcé pour les usages domestiques, de loisir et industriels [...] Les activités industrielles et commerciales devront limiter au strict nécessaire leur consommation d'eau. Le registre de prélèvement réglementaire devra être rempli hebdomadairement. Le 'fonctionnement par éclusées des 'centrales hydroélectriques autorisables (par opposition aux concessions) est interdit. Les ICPE devront respecter les dispositifs s'appliquant en cas de sécheresse contenus dans leurs arrêtés d'autorisation. [...]
Constats : L'exploitant a indiqué que l'eau utilisée pour l'arrosage des pistes provenait du bassin de la carrière et l'eau pour arroser les concasseurs, convoyeurs et nettoyer les engins provenait du réseau d'eau potable. L'exploitant a transmis sa consommation mensuelle d'eau potable pour 2022 avec un volume de 1121 m ³ consommé jusqu'à fin juillet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Plan de gestion des déchets – nature, quantité et lieu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; - le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; [...]
Constats : L'exploitant a indiqué dans son plan de gestion d'octobre 2021 qu'il ne stockait pas de déchets. Il a mentionné que les terres de découverte étaient réutilisées aussitôt en réaménagement des fronts de taille et le peu de stériles généré par l'abatage est aussi réutilisé dans le réaménagement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Front d'abattage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6
Thème(s) : Risques accidentels, stabilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les travaux à ciel ouvert, l'exploitant doit définir la hauteur et la pente des gradins du front d'abattage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation. Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs. [...]
Constats : Des matériaux ont été constatés au pied d'une partie du front de taille inspecté. Le front ne semble pas avoir été purgé ou présente une instabilité. Il est demandé à l'exploitant de veiller à purger les fronts après abatage et extraction.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

